Balkans occidentaux : nationalisme et processus d'adhésion à l'Union européenne

Description

Le processus d'adhésion des Balkans occidentaux à l'UE, qui vise à les conduire vers un avenir commun, se heurte au nationalisme. Pourtant, malgré les difficultés à faire aboutir les réformes, l'intégration européenne demeure pour les pays de la péninsule une chance historique, voire l'unique voie qui permette de mettre un terme à leurs conflits nationalistes et de garantir une stabilité dans la région.

Malgré les tragédies vécues au cours de l'histoire, le nationalisme reste une réalité prégnante dans la région. Les tragédies survenues particulièrement au XIXe siècle ont fait des Balkans une région d'instabilité et de tensions. Après l'écroulement du communisme, on a assisté à la résurgence de nationalismes agressifs qui ont engendré des guerres et abouti à la désintégration de la Yougoslavie.

Le nationalisme balkanique comme obstacle au processus d'adhésion

La perspective européenne est offerte à ces pays dans le cadre d'un processus d'intégration. « *Pour la première fois dans leur histoire, les pays des Balkans aspirent à venir, par leur propre volonté, sous une tutelle qu'ils ont eux-mêmes choisie. Pour la première fois, ils ont la possibilité de faire partie d'un projet de paix, d'un projet démocratique qui, depuis plus de cinquante ans, a fait de l'Europe ce qu'elle est aujourd'hui : l'Union européenne* »(1), écrit Ivan Vejvoda en 2010.

Tout comme la construction européenne, dont l'idée est née après la Seconde Guerre mondiale pour mettre un frein aux nationalismes, l'idée d'une intégration des Balkans est née pour freiner le nationalisme dans la région. Pour définir la nature de ce nationalisme, il est important de l'appréhender en tenant compte de l'histoire propre à chaque pays.

Le nationalisme yougoslave nous invite à nous arrêter sur ses spécificités. Après la mort de Tito, la décennie 1980 a connu une montée du nationalisme chez les Serbes : « *Ceux-ci se jugeaient négligés par la Fédération et menacés dans les régions où ils sont minoritaires, particulièrement au Kosovo peuplé à 80 % d'Albanais, et où des troubles éclatent en 1981. À partir de 1987, le nouveau leader communiste serbe Slobodan Milosevic encourage et exalte ces sentiments ; il supprime en 1989 l'autonomie des deux provinces du Kosovo et de Voïvodine, et rompt de ce fait l'équilibre de la Fédération. Il se fait l'avocat d'une fédération 'moderne', c'est-à-dire recentralisée autour du pouvoir de Belgrade. Les autres républiques ne peuvent pas accepter une telle évolution, et cette menace renforce leurs propres nationalismes.* »(2) D'un côté, la Serbie postcommuniste joue la carte du nationalisme et « *refusant de rompre avec un nationalisme mythique, les autorités poursuivent deux objectifs contradictoires : maintenir la fiction d'un Kosovo province serbe et adhérer à l'Europe communautaire.* »(3) De l'autre côté, l'Albanie, un pays peu préoccupé jusque-là par la question des anciens territoires, adopte une attitude conforme aux politiques de l'UE. Pour les Albanais, le problème national est perçu comme un droit légitime à vivre en égalité avec les autres peuples de l'ex-Yougoslavie. Même après la fin de la guerre au Kosovo, ou après la proclamation de son indépendance, l'Albanie n'a exprimé aucune ambition de créer une « Grande Albanie ». À l'évidence, « *elle a toujours soutenu ses co-nationaux du Kosovo, mais sans intervention directe. Elle s'est soigneusement gardée de toute ingérence en Macédoine, et a rétabli de bonnes relations avec la Grèce.* »(4) L'unification de ses anciens territoires est une vision qui appartient au XIXe siècle.

Désormais résolu, le contentieux gréco-macédonien autour du nom « Macédoine » témoigne lui aussi du nationalisme balkanique. En raison du blocage grec, le processus d'adhésion euro-atlantique de Skopje a été mis en péril, Athènes réservant le nom de Macédoine pour une de ses provinces. Paul Garde souligne le caractère inédit d'une telle revendication dans les relations internationales : « *Jamais un État ne s'était arrogé des droits sur le nom d'un autre État.* [Une telle revendication] *est dangereuse pour la stabilité d'un pays encore fragile, et de toute la région*. »[(5)]

En effet, le passé historique ne peut être un argument pour des revendications nationalistes. Si la forte aspiration des pays des Balkans occidentaux à faire partie de la famille européenne a été un facteur important conduisant l'UE à s'investir dans la région, Bruxelles aurait de fait aussi légitimé la prolifération étatique. Pour Jacques Rupnik, « *il est paradoxal que l'UE qui a tant contribué à l'érosion de l'État-nation à l'ouest du continent soit désormais impliquée dans la mise en place et la légitimation de nouveaux États dont la viabilité est parfois problématique* ».[(6)]

Le Conseil européen de Thessalonique en juin 2003, puis celui de Sarajevo en juin 2012, ou encore le processus de Berlin lancé en août 2014, ont réaffirmé la perspective européenne des pays des Balkans occidentaux. Cette perspective doit leur permettre de s'éloigner des nationalismes rancuniers.

Un rapprochement entre Kosovo et Serbie sous la médiation de Bruxelles

Sous l'égide de l'UE, un dialogue entre les deux pays vise à stabiliser leurs relations mutuelles. Depuis 2011, Pristina et Belgrade ont signé des dizaines d'accords dont la mise en œuvre a souvent été paralysée malgré leur volonté affichée de normaliser leurs relations. Il revient à leurs dirigeants politiques d'assurer un processus de dialogue crédible qui implique d'autres acteurs, tels que la société civile et les différentes communautés au Kosovo et en Serbie, afin de consolider la paix et d'établir des relations de bon voisinage. On en est encore loin.

Mitrovica, ville située au nord du Kosovo, reste une zone de fracture politique et administrative et, souvent, une source de tensions entre Serbes et Albanais. Les divisions entre les deux communautés se sont même aggravées en avril 2023 à cause de la contestation des élections municipales par la communauté serbe.

Tout porte à croire qu'un rapprochement progressif entre Kosovo et Serbie serait réalisable et que le soutien de l'UE et des États-Unis pourrait y contribuer. Mais encore faut-il que les dirigeants politiques de ces pays le souhaitent également.

L'influence de la Chine, de la Russie et de la Turquie – un défi pour les Européens

La région suscite un grand intérêt pour les puissances émergentes que sont la Chine, la Russie et la Turquie. Bien qu'ils ne soient pas encore membres de l'UE, les pays des Balkans occidentaux présentent bien des avantages pour ces États.

Depuis 2012, la Chine est devenue un acteur stratégique dans la région. Son influence s'explique par une série de facteurs : les atermoiements des Européens, insuffisamment impliqués dans la région ; les obstacles auxquels se heurtent les États balkaniques pour achever les réformes exigées par le processus d'adhésion ; la nécessité d'une « stabilocratie » ou d'une « intégration renforcée » non encore aboutie ; les incertitudes des États membres de l'UE… En adoptant sa stratégie de « *nouvelles routes de la soie* », dans le cadre du projet *Belt and Road Initiative* lancé en 2012 sous le format « 16+1 », la Chine vise à accroître la coopération avec les pays des Balkans occidentaux (à l'exception du Kosovo qu'elle ne reconnaît pas) et onze autres nouveaux États membres de l'UE. Se concentrant sur la croissance de ses investissements et sa volonté de laisser des empreintes économiques dans la région, Pékin évite de se prononcer sur les questions géopolitiques.

Le principal acteur géopolitique demeure traditionnellement la Russie. Bien que la politique étrangère russe ne semble pas s'intéresser aux processus régionaux, l'influence de Moscou a des conséquences réelles sur la politique balkanique, en particulier en matière de sécurité régionale. Moscou intervient surtout dans le domaine sécuritaire, en fournissant aux pays de la région des technologies militaires. Dans le même temps, ces pays sont tenus de suivre la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE, et le Monténégro, la Macédoine du Nord et l'Albanie sont membres de l'OTAN. C'est avec la Serbie, un pays économiquement dépendant (80 % du gaz serbe provient de Russie), que Moscou cherche

surtout à renforcer ses liens, et notamment de garantir son soutien sur les sanctions. De leur côté, les dirigeants de Belgrade ainsi que les dirigeants nationalistes serbes de la *Republika Srpska* (République serbe de Bosnie) utilisent le soutien de Moscou pour tenter de renforcer leurs positions politiques.

La Turquie, elle, exerce son influence en Albanie, Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, en Serbie et Macédoine du Nord. L'intérêt que suscitent les Balkans pour l'État turc ne cesse de s'accroître ; en 2022, il a culminé avec les visites du président Erdoğan en Bosnie-Herzégovine, en Serbie et en Croatie. Pour l'Albanie, la Turquie demeure un partenaire stratégique. Les investissements turcs s'y concentrent dans les secteurs énergétique, bancaire, sidérurgique, aéronautique, dans les télécommunications, l'éducation et la culture. L'objectif d'Ankara est clairement d'accroître son influence politique en Albanie, perçue dans la région comme une sorte de « néo-ottomanisme », même si les dirigeants turcs préfèrent ne pas utiliser ce terme. D'ailleurs, Ankara n'a jamais vraiment caché son ambition de maintenir une influence culturelle, économique et politique dans une péninsule dominée par l'Empire ottoman pendant cinq siècles. Cette ambition devient plus importante envers les Balkans occidentaux orientés vers l'intégration européenne et, dans ce cas, l'influence de la Turquie peut être considérée comme un nouveau mécanisme lui permettant de peser dans ses relations avec l'UE.

Évidemment, l'émergence de ces puissances dans la région inquiète Bruxelles, bien conscient que la politique d'élargissement doit tenir compte de leur présence. Il est évident que l'unification du continent qui est en marche doit permettre à l'UE de se présenter comme une véritable puissance, apte à peser sur la gouvernance mondiale, notamment face aux grands pôles de puissance qui se profilent. Les pays des Balkans occidentaux doivent en prendre pleinement conscience et accepter que leur avenir se dessine en Europe : leur adhésion à l'UE devrait leur apparaître comme l'unique objectif à atteindre.

Notes :

(1) Ivan Vejvoda, « Les Balkans : quels progrès ? », in *L'état de l'Union 2010*, Rapport Schuman sur l'Europe, sous la direction de Thierry Chopin et Michel Foucher, Éd. Lignes de Repères, Paris, 2010, p. 115.

(2) Paul Garde, *Les Balkans. Héritages et évolutions*, Éd. Flammarion, Paris, 2010, pp. 56-57.

(3) Pierre Verluise, *20 ans après la chute du Mur. L'Europe recomposée*, Choiseul Éd., Paris, 2009, p. 191.

(4) Paul Garde, *Les Balkans. Héritages et évolutions*, *Op. cit.*, p. 78.

(5) Paul Garde, *Les Balkans. Héritages et évolutions*, *Op. cit.*, p. 80.

(6) Jacques Rupnik, « Les Balkans et la *pax europea* entre protectorats et intégration », in *Les banlieues de l'Europe. Les politiques de voisinage de l'Union européenne. Nouveaux débats* (sous la direction de J. Rupnik), Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2007, p. 145.

Vignette : Le Premier ministre albanais Edi Rama et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen lors du Sommet UE-Balkans occidentaux, Tirana, 6 décembre 2022 (crédit photo : Consilium.europa.eu).

* Haki Shtalbi est professeur d'histoire et de géopolitique de l'Albanie à l'INALCO, ancien ambassadeur.

Lien vers la version anglaise de l'article.

Pour citer cet article : Haki SHTALBI (2023), « Balkans occidentaux : nationalisme et processus d'adhésion à l'Union européenne », *Regard sur l'Est*, 11 décembre.

Retour en haut de page

date créée
11/12/2023
Champs de Méta
Auteur-article : Haki Shtalbi*